

Anne Lindsey, O.M., M.A.
335, avenue Rosedale
Winnipeg (Manitoba)
R3L 1L9
Courriel : annelindsey@live.ca

Le 13 juin 2022

Comité permanent de la science et de la recherche
131, rue Queen, 6^e étage
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6
Courriel : SRSR@parl.gc.ca

À l'attention des membres du Comité permanent de la science et de la recherche

Objet : Petits réacteurs modulaires

Je rédige cette lettre dans le but de vous faire part de mes observations dans le cadre de votre étude sur les petits réacteurs modulaires. Je m'oppose vivement à l'utilisation du financement fédéral relatif aux changements climatiques pour soutenir cette technologie.

Lutter contre les changements climatiques est urgent, comme vous le savez. Toutes les régions de ce pays en subissent déjà de lourdes conséquences. Le Canada a certes établi un objectif de carboneutralité d'ici 2050, mais pour l'atteindre, le gouvernement doit d'abord tenir son engagement de réduire nos émissions de GES de 40 à 45 % d'ici 2030. *Il nous reste environ 90 mois, ou tout juste un peu plus de 360 semaines.* Le temps presse.

Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour atteindre l'objectif de 2030. Cela signifie que nous devons soutenir, encourager et déployer des technologies sans émission qui sont *disponibles* et *prêtes aujourd'hui*. Nous avons de la chance, car l'énergie éolienne, solaire et géothermique, l'efficacité énergétique et le stockage d'énergie sont à notre portée. Encore mieux, une succession d'études a démontré que ces sources de production d'énergie sont les plus rentables pour remplacer les combustibles fossiles dans la production d'électricité, entre autres. De plus, elles peuvent être produites en quantité suffisamment précise pour répondre aux besoins des collectivités, sans poser de risque d'accident catastrophique, en plus de ne pas rejeter couramment d'éléments radioactifs dans l'eau ou dans l'air, contrairement aux centrales nucléaires.

Il faut reconnaître que le gouvernement a cru pertinent de prévoir à son budget des fonds pour lutter contre les changements climatiques et pour diriger le Canada vers un avenir sobre en carbone. Ces fonds doivent être judicieusement dépensés pour rendre ces technologies *présentement disponibles* accessibles à tous les Canadiens, et ce, le plus rapidement possible et tout en continuant de les développer. La technologie nucléaire ne pourra jamais soutenir la

concurrence sur le plan financier. Le vieil adage qui dit que « le soleil ne peut pas toujours briller, comme le vent ne peut pas toujours souffler » est désormais caduc, maintenant que nous disposons de technologies de stockage de l'énergie et de réseaux intelligents. Même après 2030, la production d'énergie nucléaire n'aura pas sa place dans les réseaux intelligents que nous sommes en mesure de bâtir pour veiller à la disponibilité constante de l'énergie. Nous ne pouvons pas vraiment produire de l'énergie nucléaire par intermittence, seulement au besoin. Cela ne ferait qu'augmenter le coût de l'énergie produite.

La soi-disant nouvelle génération de petits réacteurs modulaires (PRM) n'est pas encore disponible. Dans les prédictions les plus optimistes quant au développement de cette technologie, la construction des modèles proposés n'aurait pas lieu avant une décennie, et ce, avec un financement considérable du gouvernement. Penser que ces réacteurs auraient une incidence quelconque sur la réduction des gaz à effet de serre d'ici 2030, voire 2040, c'est de la pure folie. En outre, des études récentes ont montré que les types de réacteurs proposés produiraient *plus de déchets radioactifs par unité d'énergie produite* que les réacteurs conventionnels de grande taille. Le problème des déchets nucléaires est déjà un énorme boulet pour le Canada. Or, bien que l'industrie voudrait nous faire croire que la réponse serait d'enfouir ces déchets profondément sous le Bouclier canadien ou bien sous les terres agricoles du Sud-Ouest de l'Ontario, de nombreux Canadiens sont d'avis que cette solution consistant à les cacher pour mieux les oublier n'est ni adéquate ni sécuritaire, en particulier pour ceux qui vivent près des voies de transport où circuleraient des convois radioactifs chaque jour pendant des décennies.

Outre les déchets combustibles irradiés ordinaires que produiraient tous les PRM, pensez au modèle de retraitement des déchets des PRM avancé par Moltex au Nouveau-Brunswick. Le Canada n'a jamais procédé au retraitement des déchets nucléaires pour les utiliser comme combustibles, et il y a une bonne raison à cela. Le retraitement n'est manifestement PAS du « recyclage ». C'est un procédé au moyen duquel on extrait le plutonium des combustibles usés en dissolvant les barres de combustibles dans de l'acide nitrique, générant ainsi un flux entièrement nouveau de déchets liquides hautement toxiques et radioactifs – encore plus difficiles à entreposer et à gérer que les barres de combustibles conventionnelles. Ce procédé ne réduit la quantité initiale de déchets que de 1 %, alors il est trompeur de prétendre que cela réduit la quantité de déchets nucléaires. L'extraction du plutonium met également en péril les ententes internationales que le Canada a conclues sur la prolifération des armements nucléaires, puisque le plutonium est l'ingrédient clé dans la fabrication d'armes nucléaires. Poursuivre ces pratiques risque d'envenimer la situation des armes nucléaires dans le monde, et nécessiterait un niveau de sécurité hautement accru dans les lieux où le retraitement serait effectué. Ce serait tout simplement totalement irresponsable.

Tandis que l'industrie nucléaire et ses promoteurs dressent un portrait attrayant du rôle des PRM dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre au Canada, nous n'avons AUCUNE PREUVE que cette technologie fonctionnera comme promis. En revanche, comme il a été mentionné, il existe un grand nombre de preuves qui montrent que même si ces réacteurs en venaient éventuellement à fonctionner, ils seraient plus coûteux, plus polluants, plus dangereux, et produiraient plus de déchets que les technologies éprouvées que nous pouvons mettre en œuvre dès aujourd'hui afin de réduire nos émissions de carbone et d'agir

immédiatement et concrètement pour éviter la catastrophe climatique.

En finançant le développement de l'énergie nucléaire, non seulement le gouvernement fédéral ferait un pari risqué avec l'argent des contribuables, mais en plus il détournerait l'attention et le soutien des vraies solutions, ce qui aggraverait les changements climatiques.

Je tenais à vous soumettre ce mémoire avant la fin de votre étude; c'est pourquoi je n'ai pas inclus de citations ni de notes de bas de page. Toutefois, soyez assurés que tous les arguments que je vous ai présentés dans ce document sont entièrement défendables et tirés d'études bien documentées. Je vous remercie de m'avoir permis d'apporter ma contribution à votre étude.